Conférence prononcée à Anvers en 2003

SUR LA GLOBALISATION

Le terme de « globalisation » (ou « mondialisation ») s'est imposé depuis quelques années pour décrire un phénomène qui s'accomplit sous nos yeux : la déterritorialisation de la plupart des problématiques contemporaines et la tendance à l'unification de la Terre. Ce phénomène n'est pas une idée ou un simple projet, mais une réalité à laquelle concourent objectivement la plupart des tendances actuelles. L'ampleur du phénomène en laisse prévoir la durée. La globalisation, pour le dire autrement, constitue désormais le cadre de notre histoire présente. C'est pourquoi se déclarer « contre la globalisation » n'a aujourd'hui plus beaucoup de sens. On peut en revanche en élucider la signification, et tenter d'agir sur ses formes et son contenu.

Deux facteurs ont joué un rôle essentiel dans l'avènement de la globalisation. D'une part, l'essor de l'électronique et des technologies de la communication, qui a permis la mise en place de réseaux s'étendant sur toute la surface de la Terre. D'autre part, l'effondrement du système soviétique qui, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, constituait une sorte de contrepoids à l'extension de la puissance américaine. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille regretter la disparition du communisme. En politique, il n'est pas rare qu'un mal puisse sortir d'un bien (ou le contraire). C'est ce que Max Weber appelait le paradoxe des conséquences.

Avec la globalisation, la Terre ne s'unifie pas n'importe comment. Elle s'unifie tendanciellement sous la forme d'un *marché*, c'est-à-dire sous l'unique horizon de la logique de la marchandise et de la recherche d'une hausse permanente des profits. Cet avènement d'un marché mondial s'accompagne d'une transformation des mentalités. L'intériorisation du modèle du marché consacre, dans les esprits comme dans les comportements, le primat des valeurs marchandes. La plupart des domaines qui, auparavant, échappaient encore dans une certaine mesure à la logique du capital (art, culture, sport, éducation, etc.), y sont aujourd'hui pleinement intégrés. Le modèle anthropologique désormais dominant est un modèle utilitariste : l'homme se définit comme un individu essentiellement soucieux de produire et (surtout) de consommer, comme un agent économique censé rechercher en permanence à maximiser son meilleur intérêt. On passe ainsi d'une société *avec* marché à une société *de* marché. Mais il va sans dire que le développement des échanges ne fait disparaître ni l'aliénation ni le préjudice : la seule demande qui

peut être prise en compte par le marché est la demande solvable.

Ce n'est donc pas la gauche « cosmopolite », mais la droite libérale qui a réalisé ou permis la globalisation. Celle-ci correspond à la tendance séculaire du capitalisme : par définition, le marché n'a d'autres bornes que lui-même. Le constat selon lequel le capitalisme s'est avéré plus efficace que le communisme à réaliser l'« idéal internationaliste » n'est donc qu'apparemment paradoxal. Historiquement, le « cosmopolitisme » s'est surtout exprimé à gauche, mais aujourd'hui ce ne sont pas les partis de gauche, mais au contraire les partis de droite qui favorisent le plus activement la globalisation. Qui critique la globalisation sans rien dire de la Forme-Capital, ferait mieux de se taire.

Quels sont les effets de la globalisation ? Le plus évident tient dans l'extension et la concrétisation de ce que j'appellerai l'idéologie du Même : homogénéisation planétaire, uniformisation des comportements, disparition des modes de vie différenciés, généralisation d'un modèle uniforme de « développement », etc. Cette homogénéisation, qui fait que d'un bout à l'autre de la Terre les hommes consomment de plus en plus les mêmes produits, regardent de plus en plus les mêmes spectacles, habitent de plus en plus des villes conçues selon le même modèle, etc., est appuyé par une propagande implicite qui tend à discréditer tout modèle alternatif. L'idée générale sans cesse martelée par les politiciens comme par les médias est que nous vivons, non pas dans le meilleur des mondes possibles, mais dans un monde qui, quoique imparfait, n'en est pas moins préférable à tout autre. Parallèlement, on voit se mettre en place des procédures de contrôle qui, elles aussi, s'étendent à l'échelle mondiale — et dans lesquelles on peut voir les prodromes d'une sorte de Panopticon planétaire : l'avènement de la société de surveillance totale. Cette homogénéisation, enfin, généralise un modèle particulier, le modèle économique et technologique occidental, désormais présenté comme l'inéluctable « destin » de toutes les cultures. La globalisation se confond ainsi, dans une large mesure, avec une occidentalisation dont la puissance américaine est pour l'heure le moteur principal.

Cependant, il faut noter en même temps le caractère *dialectique* de la globalisation. Cette dialectique représente sa contradiction principale. Dans la mesure même où la globalisation apparaît, non sans raison, comme l'imposition unilatérale du mode de vie occidental, elle suscite un peu partout dans le monde de fortes résistances « identitaires ». Plus la globalisation actualise l'unification, plus elle potentialise la fragmentation ; plus elle actualise le global, plus elle potentialise le local. On pourrait bien entendu s'en réjouir. Toutefois, si la globalisation détruit et ressuscite les identités d'un même mouvement, celles qu'elle fait réapparaître ne sont pas les mêmes. La globalisation fait disparaître les identités organiques, équilibrées, et les restitue sous une forme purement réactive, voire convulsive. C'est le phénomène que Benjamin Barber a résumé d'une formule : « Djihad vs. MacWorld ».

La globalisation réalise par ailleurs l'abolition du *temps* et de l'*espace*. L'abolition du temps résulte de ce que, grâce aux techniques instantanées d'information et de communication, tout arrive et se propage désormais en « temps zéro » : les mêmes événements (qu'il s'agisse des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ou de la finale de la Coupe du monde de football) sont vus et « vécus » au même moment par les téléspectateurs de la planète entière, les flux financiers se transmettent instantanément d'un bout à l'autre de la Terre, etc. Quant à l'abolition de l'espace, elle tient au fait que les frontières n'arrêtent plus rien, en sorte qu'aucun territoire n'a plus de centralité particulière.

A l'époque de la guerre froide, il existait une frontière entre le monde communiste et ce qu'on appelait alors, audacieusement, le « monde libre ». Aujourd'hui, il n'y a plus de frontière. Les informations, les programmes, les flux financiers, les marchandises, les hommes eux-mêmes, circulent de plus en plus librement d'un pays à l'autre ou se distribuent simultanément dans tous les pays. A l'intérieur de chaque pays, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur ne correspond plus à rien. Naguère, par exemple, la police se chargeait du maintien de l'ordre intérieur, tandis que l'armée se chargeait des interventions extérieures. Il est significatif qu'aujourd'hui la police ait de plus en plus fréquemment recours à des moyens militaires, tandis que l'armée se livre à des « opérations de police internationales ». L'apparition d'un néoterrorisme global est elle aussi révélatrice : aux Etats-Unis, le FBI et la CIA ont désormais les mêmes adversaires. (Pour reprendre la formule citée tout à l'heure, ce n'est plus « Djihad vs. McWorld », mais « Djihad *in* McWorld »). La globalisation signe ainsi l'avènement d'un *monde sans extérieur*. Le néologisme de « globalitarisme » a été inventé pour décrire ce monde qui n'a plus rien au-dessus de lui, cette emprise globale qui par nature n'est limitée par rien.

L'avènement de la globalisation correspond également à la fin de la modernité. La chute du Mur de Berlin, pour prendre ce repère, n'a pas seulement marqué la fin de l'après-guerre ou la fin du XXe siècle. Elle a aussi représenté l'entrée dans la *post-modernité*.

Dans le monde postmoderne, toutes les formes politiques héritées de la modernité deviennent obsolètes. La vie politique ne se résume plus à la concurrence des partis. Le modèle « léniniste », dans lequel les partis cherchaient à arriver au pouvoir pour appliquer leur programme, est largement périmé, car la marge de manœuvre des gouvernements se réduit un peu plus tous les jours. Les Etats-nations perdent à la fois leur centralité et leur légitimité. Leur centralité parce qu'ils sont désormais trop grands pour répondre aux attentes quotidiennes des gens, mais en même temps trop petits pour faire face au déploiement planétaire des problématiques et des contraintes. Leur légitimité parce que, les creusets institutionnels d'intégration sur lesquels ils s'appuyaient autrefois (l'école, l'armée, les syndicats, les partis, etc.) étant tous

entrés en crise les uns après les autres, ils ne sont plus *producteurs de social*. Le lien social se reconstitue dès lors à l'écart des autorités administratives et des institutions surplombantes. La globalisation entraîne un divorce entre le sens et le signe, qui se traduit par une désymbolisation généralisée de la vie politique. La crise de la représentation, la montée de l'abstention dans les consultations électorales, la floraison des populismes et des nouveaux mouvements sociaux, sont encore d'autres symptômes caractéristiques de cette évolution.

Nous assistons simultanément à la fin des Etats-nations au profit des communautés et des continents, à la fin des organisations de masse au profit des réseaux, à la fin du modèle de l'explosion/révolution au profit de celui de l'implosion/dispersion, à la fin des logiques territoriales au profit des logiques transnationales, à la fin de l'individualisme solitaire au profit de l'intersubjectivité des groupes.

Le monde globalisé est avant tout un monde de *réseaux*. Ces réseaux associent des individus en fonction de leurs affinités, de leurs opinions ou de leurs centres d'intérêt, sans qu'entre en ligne de compte leur plus ou moins grande proximité territoriale. Leur grande caractéristique — qui les distingue des autres organisations — est qu'il n'ont ni centre ni périphérie : tout point d'un réseau est à la fois central et périphérique. Les réseaux sont aujourd'hui de toutes sortes : réseaux industriels et financiers, réseaux d'information, réseaux criminels, réseaux terroristes, etc. Leur mode de fonctionnement est essentiellement celui de la délocalisation. Les grandes firmes multinationales, les grandes sociétés industrielles, les cartels de narcotrafiquants, les groupes néoterroristes et les mafias agissent exactement de la même manière : ils choisissent les endroits les plus propices à leur activité et partent s'installer ailleurs chaque fois qu'ils y trouvent des conditions meilleures.

La logique disruptive de l'univers des réseaux est une logique *virale*. Il y aurait ici beaucoup à dire sur le caractère paradigmatique du modèle du virus. Ce n'est pas un hasard si les grandes maladies infectieuses dont on parle le plus aujourd'hui (sida, maladie de la vache folle, etc.) sont des maladies virales. Elles se propagent exactement de la même manière que les virus qui se transmettent dans les ordinateurs d'un bout à l'autre de la planète. Le virus est par excellence l'élément perturbateur du réseau.

Ces quelques considérations suffisent à comprendre combien il serait vain de chercher à identifier un « chef d'orchestre » de la globalisation. Dans la mesure où elle consiste essentiellement en une multiplication de réseaux, la globalisation n'a ni centre ni opérateur ou poste de commandement central. La puissance américaine, qui en est aujourd'hui le vecteur principal du fait qu'elle constitue la seule grande puissance mondiale, n'en représente elle-même qu'une partie subordonnée. Tout comme la finance ou la technique, la globalisation fonctionne selon sa logique propre : modèle horizontal, et non pas

vertical, « cybernétique » et non pas actionné ou commandé à distance. La cause du développement de la globalisation tient dans sa seule existence.

*

Que peut-on faire face à la globalisation ? Dans la mesure où la globalisation tend à éradiquer les cultures singulières et les modes de vie différenciés, il paraît naturel de lui opposer une revendication identitaire. Mais si l'on veut que ce mot d'« identité » ne soit pas seulement un slogan, un mot-fétiche, il faut être bien conscient des difficultés qu'il soulève. Répondre à la question : « Qui suis-je ? » n'est pas plus aisé pour une collectivité que pour un individu. L'identité est à bien des égards un problème autant qu'une solution. On s'en aperçoit dès l'instant où l'on cherche à lui donner un *contenu* : dire « je suis français » ou « je suis allemand » c'est encore ne rien dire tant que l'on n'a pas défini, substantiellement, *ce que c'est* qu'être français ou allemand. Il ne faut pas oublier, en outre, que nous vivons à une époque où les sources d'identité (culturelle, religieuse, professionnelle, sexuelle, etc.) sont plus nombreuses que jamais. En privilégier une au détriment d'une autre est toujours arbitraire.

Rappelons donc à ce sujet quelques principes essentiels. L'identité, tout d'abord, n'est pas une notion statique, mais une réalité dynamique. Loin d'être définie par un passé plus ou moins idéalisée, elle est une narration historique — une narration de soi — qui se poursuit à tout instant présent. Ce n'est d'autre part pas une essence, mais une substance. Elle n'est pas ce qui ne change jamais, mais ce qui permet de rester soi-même en changeant tout le temps. Enfin, elle implique par définition un rapport à l'Autre : on ne se construit que dans le dialogue ou la confrontation avec autrui.

Les identités ont perdu aujourd'hui de leur caractère « naturel ». Les sociétés contemporaines ne sont plus des sociétés hétéronomes, gouvernées par des principes ou des traditions considérées par tout en chacun comme allant de soi. Nous sommes passés de l'hétéronomie à l'autonomie, ce qui veut dire que nous ne disposons plus d'un fondement dont l'évidence s'imposerait d'elle-même. Tout fondement est inéluctablement soumis à l'examen critique. Il en résulte que la distinction entre identités héritées et identités choisies tend à s'effacer. Même les identités héritées sont aujourd'hui choisies, dans la mesure où elles ne deviennent opérantes que pour autant que l'on accepte ou que l'on veuille s'y reconnaître. L'identité, dès lors, ne se confond plus avec la seule appartenance. Les appartenances sont diversifiées, et peuvent se contredire entre elles. Se reconnaître dans un système de valeurs, par exemple, peut conduire à s'opposer à quelqu'un qui partage la même appartenance que nous, mais qui a choisi de se reconnaître dans un système opposé. Enfin, l'identité d'une collectivité n'est plus garantie par sa présence ou son regroupement sur un territoire donné. La globalisation marque la fin des identités territoriales, non

celle des identités elles-mêmes.

Au-delà de la revendication d'identité, il me paraît essentiel de lutter au nom du principe de *diversité*, qui s'oppose directement à l'idéologie du Même, l'objectif étant d'enrayer l'effet homogénéisant de la globalisation, de restituer à l'humanité la pluralité qui fait sa richesse, de faire en sorte qu'elle continue d'être, non pas un *uni-versum*, mais un *pluri-versum*.

Deux remarques importantes doivent être faites ici. La première est que le caractère global de la globalisation, qui fait incontestablement sa force, est aussi ce qui d'une certaine façon fait sa faiblesse. Dans une monde globalisé, tout retentit sur tout de façon instantanée. Rien n'arrête plus la propagation des ondes de choc, ainsi qu'on le voit avec les grandes crises financières qui, éclatant en un point quelconque de la planète, ont immédiatement des répercussions dans le monde entier. La seconde remarque est que l'extension des réseaux, qui constitue l'un des traits les plus caractéristiques de la globalisation, représente aussi l'un des moyens d'en atténuer ou d'en combattre les effets. Les réseaux sont une arme. Ils permettent aux éléments dissidents et aux rebelles de se regrouper d'un bout à l'autre du globe et de coordonner leur action. Il est significatif que les mouvements antiglobalisation soient eux-mêmes des mouvements globalisés, ainsi qu'on a pu le voir à Seattle, Gênes, Porto Alegre ou ailleurs.

J'ai déjà dit que les Etats-nations deviennent de plus en plus incapables de faire face aux problèmes actuels, parce qu'ils sont désormais trop grands pour résoudre les difficultés quotidiennes et trop petits pour contrôler à eux seuls les situations globales (déploiement mondial des puissances économiques et financières, diffusion par satellites des programmes d'information, commercialisation planétaire des nouvelles technologies, gestion des problèmes écologiques, trafics transnationaux, etc.). Cela montre la nécessité d'une réorganisation des peuples et des nations à l'échelle des grands ensembles de civilisation et des continents. C'est en effet seulement à cette échelle qu'on peut espérer retrouver les possibilités de contrôle que les Etats isolés ont de toute évidence perdues.

Mais la même évolution redonne aussi toute sa place à l'action locale. A une puissance globale, il serait parfaitement vain de vouloir opposer une autre puissance globale. La stratégie de rupture consiste au contraire à opposer le local au global, le très petit au très grand. Dans la postmodernité, les rapports de force ont changé de nature. Il y a encore cinquante ans, l'objectif de chaque puissance consistait à tenter de se doter de moyens aussi importants — et si possible plus importants — que ceux de la puissance adverse (l'« équilibre de la terreur » de l'époque de la guerre froide). Aujourd'hui, les conflits se caractérisent plutôt par l'*asymétrie* des forces en présence, comme on a encore pu le voir, de manière spectaculaire, avec les attentats du 11 septembre. A l'époque postmoderne, il ne sert à rien de combattre frontalement

la globalisation. Il est beaucoup plus important de créer des communautés autonomes, organisées localement sur la base d'objectifs communs et de valeurs partagées. Le déclin des Etats-nations libère les énergie à la base. Il favorise les possibilités d'action locale et, du même coup, la réapparition de la dimension politique du social. L'application à tous les niveaux du principe de subsidiarité, qui consiste à ne laisser remonter vers le haut que ce pour quoi les niveaux inférieurs n'ont pas de compétences concrètes, serait l'un des meilleurs moyens de porter remède au contenu actuel de la globalisation.

Le phénomène de la globalisation est-il irréversible ? Sur le long terme, aucune réponse n'est possible : par définition, l'histoire est toujours ouverte. Mais pour l'heure, et très vraisemblablement pour les décennies qui viennent, la globalisation définit le monde dans lequel nous sommes appelés à vivre.

Dans une telle perspective, il faut se garder de commettre un certain nombre d'erreurs. L'une d'elles serait de croire qu'il est encore possible d'échapper aux effets de la globalisation en se repliant sur soi, en en appelant au maintien des identités dans un sens purement ethnocentrique. La « logique du bunker » n'est plus viable aujourd'hui, précisément parce que nous sommes dans un monde où tout retentit sur tout. Se désintéresser de ce qui se passe ailleurs, en croyant que cela ne nous concerne pas, empêche de voir que précisément cela nous concerne.

Une autre erreur consisterait à se placer dans une perspective d'arrière-garde, en se bornant à tenter de ralentir des dynamiques qui sont déjà en marche. Les mouvements de droite, depuis au moins un siècle, se sont fait une spécialité des combats perdus d'avance. Se lamenter sur la situation présente en regrettant le passé ne mène nulle part. On ne peut se battre qu'en sachant comment se configure aujourd'hui le champ de bataille — et comment il se configurera demain —, non en rêvant sur ce qu'il pourrait être ou en se souvenant de ce qu'il fut autrefois. Il s'agit de ne pas se tromper d'époque, c'est-à-dire d'être conscient du moment historique que nous vivons. Il s'agit de voir ce qui vient, pour déterminer ce qui est possible.

Je dirai enfin, pour conclure, qu'il s'agit dans une certaine mesure d'envisager une *autre* globalisation. Non pas une globalisation orientée vers l'homogène, vers la diffusion uniforme des valeurs marchandes, non pas une globalisation consacrant la victoire planétaire de la Forme-Capital, mais une globalisation fondée sur le maintien de la diversité (léguer à nos descendants un monde qui ne soit pas moins riche en différences que celui que nous avons reçu), la formation de grands espaces continentaux autocentrés, la pluralité des puissances, l'autonomie locale, la démocratie participative (et non plus seulement représentative) et le principe de subsidiarité.

Alain de Benoist